

ALERTE

**39 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS
30 collectifs locaux répartis dans 14 régions.**

Paris, le 17 février 2016

Communiqué de presse

Un plan de lutte contre la pauvreté partiellement respecté mais très insuffisant

Tandis que la pauvreté monétaire augmente, à hauteur de 8,6 millions de personnes en 2014 (dernière année connue), soit 14,2 % de la population de la France, le plan de lutte contre la pauvreté, lancé en 2013, n'a pas permis de stopper la hausse de la pauvreté mais l'a sans doute fortement ralentie. Ce plan sert d'amortisseur social à la crise économique pour les plus fragiles.

Au total, comme les deux premières années, le plan est globalement respecté par le Gouvernement. ALERTE salue ces avancées interministérielles. Mais demeurent des insuffisances et des retards.

Le Gouvernement doit lutter plus franchement contre le non recours. Certes cela a un coût mais il est inacceptable qu'on puisse créer une mesure aussi importante que la prime d'activité en se contentant d'atteindre un bénéficiaire sur deux. Il y a là une rupture de l'égalité devant la loi, entre des personnes bien informées et celles les plus en difficulté qui ne feront pas jouer leur droit par ignorance ou manque d'accompagnement. ALERTE demande que la cible de la prime d'activité soit significativement relevée.

Les résultats en matière d'emploi, d'hébergement et de logement restent hélas, comme les deux années précédentes, un échec. C'est un échec grave, qui provoque l'éclatement de la société, avec un ascenseur social qui ne fonctionne plus et des outsiders, notamment dans les cités des quartiers de la politique de la ville, qui savent qu'ils ne seront jamais « comme les autres ». Il y a là une source de souffrance forte, qui peut hélas conduire à une société plus violente. De même l'Etat doit cesser de stigmatiser la population Rom.

ALERTE demande :

- ➔ que l'Etat et les collectivités territoriales aillent beaucoup plus loin, beaucoup plus fort, en priorité pour assurer un toit et un emploi pour tous. Il faut changer d'échelle dans la lutte contre le chômage et la pauvreté, comme l'implique la notion d'état d'urgence sociale exprimée par le Président de la République. L'Etat a la responsabilité de faire de la lutte contre l'exclusion sa priorité majeure ; pour conserver la cohésion sociale aujourd'hui menacée et reconnaître la dignité des personnes.

ALERTE demande en conclusion :

- ➡ que la feuille de route garde son cap mais avec des moyens beaucoup plus importants sur les besoins prioritaires, notamment en matière d'éducation, d'emploi et de logement.
- ➡ que le Gouvernement prenne conscience de l'état d'urgence de la cohésion sociale. Pour l'instant on en est loin. L'année 2015 a été très décevante en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il faut lui redonner un nouveau souffle.

Contacts presse

François Soulage – 06 07 64 76 66 – alerte@uniopss.asso.fr

Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Liste des associations signataires

Amicale du Nid
Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels (ACEPP)
Association des Paralysés de France (APF)
Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie (ANPAA)
Association Service Social Familial Migrants (ASSFAM)
Cimade
Citoyens et Justice
Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs et précaires (CCSC)
Comité national de Liaison des Associations du Réseau d'Accompagnement des Migrants (CLARA)
Coorace
Croix Rouge française
Droits d'Urgence
Emmaüs France
Familles Rurales Fédération Nationale
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL)
Fédération des Pact
Fédération Entraide Protestante
Fédération Française des Banques Alimentaires
Fédération Habitat et Humanisme
Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS)
Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (FNASAT-Gens du voyage)
Fédération Vacances et Familles
Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés
Fondation Armée du Salut
Fonds Social Juif Unifié (FSJU)
France Terre d'Asile
Les petits frères des Pauvres
Ligue des droits de l'Homme
Médecins du Monde
Mouvement ATD Quart Monde
Secours Catholique
Société de Saint-Vincent-de-Paul
Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC)
Union nationale ADMR
Union nationale des associations familiales (UNAF)
Union nationale des familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM)
Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)
Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO)
Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS)

Coordination et animation du collectif Alerte national

Uniopss - 15 Rue Albert – CS 21306 – 75214 Paris cedex 13
Bruno Grouès : 01 53 36 35 09 – bgroues@uniopss.asso.fr
www.uniopss.asso.fr